



Le bâillon états-unien contre l'échange de seringues nuit aux efforts de l'ONU contre le VIH/sida

Les organismes canadiens de lutte contre le VIH/sida exhortent Ottawa à prendre la défense des stratégies de prévention du VIH éprouvées

Montréal, 3 mars 2005 — Les efforts des États-Unis pour pousser les Nations Unies à retirer leur appui aux programmes d'échange de seringues menacent les initiatives mondiales pour prévenir la propagation du VIH, a souligné aujourd'hui un groupe d'organismes de lutte contre le sida et pour les droits humains, de scientifiques et d'analystes des politiques, de 56 pays.

Le regroupement exhorte les Nations Unies à tenir fermement leur position lors d'une importante rencontre internationale sur les politiques en matière de drogue, à Vienne, la semaine prochaine.

« Imposer aux Nations Unies un bâillon à propos de l'échange de seringues, c'est une manœuvre diplomatique meurtrière », affirme Jonathan Cohen, du programme sur le VIH/sida à Human Rights Watch, l'un des signataires d'une lettre ouverte publiée aujourd'hui pour inciter les délégués à la Commission des stupéfiants (CS) de l'ONU à ne pas céder aux pressions états-uniennes. « Les États-Unis devraient encourager l'application des stratégies de prévention du VIH dont l'efficacité est démontrée, au lieu de les attaquer », a-t-il ajouté.

Les États-Unis, seul pays du monde qui interdit expressément l'utilisation de fonds fédéraux pour des services d'échange de seringues, a récemment intensifié ses pressions sur les Nations Unies afin d'arrêter la promotion de cette stratégie de prévention du VIH. À la suite d'une rencontre avec un ministre adjoint au U.S. State Department, en novembre dernier, le chef de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC) a promis, dans une lettre largement disséminée, qu'il serait « encore plus vigilant » à scruter tous les documents électroniques et imprimés de l'Office pour repérer les références à la « réduction des méfaits » (terme qui désigne l'échange de seringues et d'autres mesures visant à protéger la santé des utilisateurs de drogue). Un haut fonctionnaire de l'UNODC a par la suite transmis un courriel à d'autres employés, leur enjoignant de « s'assurer que les références à la réduction des méfaits et à l'échange de seringues soient évitées, dans les documents, publications et déclarations de l'UNODC » [trad.].

Or l'UNODC est présentement l'instance onusienne qui préside le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida – ce qui rend les pressions états-uniennes auprès de l'UNODC particulièrement alarmantes, expliquent les critiques.

« Les épidémies qui connaissent la croissance la plus rapide du monde sont alimentées par l'injection de drogue. La fourniture de matériel stérile pour l'injection est l'une des plus importantes stratégies éprouvées pour endiguer ces épidémies » rappelle Kasia Malinowska-Sempruch, de l'Open Society Institute, un autre signataire de la lettre ouverte. « Il est déplorable que les États-Unis tentent de forcer les Nations Unies à ne plus parler de cette approche à la prévention du VIH qui compte parmi les plus étudiées et les plus efficaces ».

L'injection de drogue est la voie de transmission du VIH responsable de la majorité des cas en Chine, en Iran, en Afghanistan, au Népal, dans les pays baltes, toute l'Asie centrale ainsi que de larges portions de l'Asie du Sud-Est et de l'Amérique du Sud. En Russie, où le nombre de cas de VIH recensés dépasse maintenant celui de toute l'Amérique du Nord, une part aussi importante que 80% des cas d'infection à VIH est attribuée à l'injection de drogue.

L'échange de seringues est reconnu et appuyé, en tant que moyen efficace pour la prévention du VIH, par les plus éminentes associations scientifiques, sanitaires et médicales des États-Unis, notamment l'American Medical Association, l'American Public Health Association et la National Academy of Sciences. Il est en outre appuyé par l'Organisation mondiale de la santé. Les détracteurs de l'échange de seringues se comptent parmi les rangs des législateurs états-uniens opposés également aux messages explicites sur la prévention du VIH, qui prônent les approches de l'« abstinence seulement » alors que l'on n'a pas démontré leur efficacité.

« Qu'il s'agisse de sexe ou de drogue, les États-Unis font l'exportation d'un agenda limité à l'abstinence, vers les pays dont la population est accablée par l'épidémie du VIH/sida », résume Joanne Csete, directrice générale du Réseau juridique canadien VIH/sida, également signataire de la lettre ouverte. « Si les autres gouvernements ne tiennent pas fermement leurs positions en face de ces manœuvres d'intimidation, des millions de gens en paieront le prix. »

Dans un commentaire publié cette semaine dans le *Journal de l'Association médicale canadienne*, le Réseau juridique ainsi que des chercheurs du BC Centre for Excellence in HIV/AIDS et de la Faculté de médecine de l'Université de la Colombie-Britannique signalent que la réduction des méfaits est l'objectif affirmé comme central à la stratégie nationale du Canada en matière de drogue, et que le respect des droits humains un élément clé de la politique étrangère canadienne. Ils en concluent que le Canada devrait élaborer une solide argumentation à l'appui des mesures fondées sur des données fiables, pour protéger et promouvoir la santé des utilisateurs de drogue, et ils exhortent les représentants gouvernementaux canadiens à faire valoir ces arguments dans le cadre des pourparlers mondiaux comme ceux que la CS tiendra à Vienne la semaine prochaine. Un éditorial dans le même numéro du *JAMC* souligne la nécessité des mesures de réduction des méfaits « pour des raisons à la fois pragmatiques et liées aux droits de la personne ».

La lettre ouverte aux délégués à la CS, le commentaire publié dans le *JAMC* et l'éditorial à son appui sont accessibles via www.aidslaw.ca/francais/Contenu/themes/loisdrogues.htm

- 30 -

Le Réseau juridique canadien VIH/sida a été fondé en 1992, afin de promouvoir les droits humains des personnes qui vivent avec le VIH/sida et qui y sont vulnérables, au Canada et dans le monde, par la recherche, l'analyse juridique et de politiques, l'éducation, la défense et la promotion des droits et intérêts et la mobilisation communautaire. Il est un chef de file du plaidoyer sur les questions juridiques, éthiques et de droits humains soulevées par le VIH/sida au Canada.

Human Rights Watch est un organisme non gouvernemental indépendant qui surveille les développements relatifs aux droits humains dans plus de 60 pays. Il a publié de nombreux rapports sur les violations de droits humains des utilisateurs de drogue par injection, qui accroissent leur risque de contracter le VIH.

L'Open Society Institute vise à influencer les politiques publiques afin de promouvoir la gouvernance démocratique, les droits humains et la réforme économique, juridique et sociale. Au palier local, il met en œuvre diverses initiatives pour soutenir un État de droit, l'éducation, la santé publique et les médias indépendants. Parallèlement, il œuvre à bâtir des alliances transfrontalières et intercontinentales sur des enjeux comme la lutte contre la corruption et les violations de droits.